

Une telle régression chez nos voisins ne manquerait pas d'influer sur notre propre situation, ce qui ferait fléchir nos revenus.

Depuis que je siège à la Chambre, j'ai entendu bien des protestations contre notre dépendance coloniale vis-à-vis de la Grande-Bretagne. A quoi sert de devenir une nation adulte au sein du Commonwealth britannique, si nous devons ensuite n'être qu'une annexe économique des Etats-Unis? Le Canada ne peut-il pas avoir ses propres politiques économiques et sociales et en être le maître jusqu'à un certain point? C'est ce manque de foi en l'avenir du Canada et en notre faculté de prendre nous-mêmes certaines initiatives qui, dans l'exposé budgétaire, me décourage le plus.

Le ministre des Finances a plus d'une fois souligné le rôle admirable que notre pays a joué au cours de la guerre. Mais à cet égard, il n'a pas dit ce qu'il importait réellement d'affirmer, à savoir que pour jouer ce rôle admirable, le Gouvernement s'est donné la peine de mettre sur pied les organismes appropriés et de trouver l'argent nécessaire en vue de rendre notre effort de guerre efficace. Notre pays n'aurait jamais pu jouer un tel rôle si notre effort de guerre avait été confié à l'entreprise privée. De fait, personne n'y aurait songé un seul instant. Par conséquent, ce qui ressort de l'exposé budgétaire, c'est que le Gouvernement a renoncé à toute idée de prendre en mains la direction de notre économie de temps de paix. Il laisse la tâche de pourvoir à nos besoins à des particuliers qui ne songent qu'à réaliser des bénéfices. C'est, en effet, ce qu'avoue le ministre quand il dit, à la page 2544 du harsard :

La confiance chez les hommes d'affaires est si grande et les fonds dont ils disposent sont si considérables que nombre d'entre eux risquent d'ardeur bien plus pour accroître rapidement leurs immobilisations que pour réduire leur prix de revient et abaisser les prix auxquels ils vendent leurs produits.

Si cette déclaration est exacte (et j'estime qu'elle l'est, autrement le ministre, qui a foi au régime de l'entreprise privée, ne l'aurait pas formulée), je me demande pourquoi on a éliminé la taxe sur les excédents de bénéfices, mettant ainsi plus d'argent à la disposition de l'entreprise privée.

M. GIBSON (Comox-Alberni) : Afin de créer de nouveaux emplois.

M. MacINNIS : Mais il n'en résulte pas de nouveaux emplois. C'est précisément ce que le ministre a dit.

M. GIBSON (Comox-Alberni) : Le placement des capitaux crée de nouveaux emplois.

M. MacINNIS : J'en conviens, mais je reviendrai tout à l'heure sur cette question.

[M. MacInnis.]

C'est vrai, à condition que le placement soit judicieux, qu'il n'aille pas à l'encontre des principes économiques.

Mais qu'attend le ministre? Tant que le Gouvernement s'en remettra aux caprices des particuliers du soin de produire les biens qui servent l'économie nationale, il n'exercera aucune influence véritable sur le bien-être de la population. Il ne sera en quelque sorte que le serviteur de l'entreprise privée. Quant à l'honorable député qui vient de m'interrompre, je dois lui dire que les puissantes entreprises commencent à avoir peur,—à avoir peur d'elles-mêmes.

A ce sujet, je me permets de citer un passage d'un article de rédaction paru dans le numéro du *Monetary Times* qui m'est parvenu ce matin,—celui de mai 1947. Après avoir fait allusion à certaines observations que l'honorable représentante de Qu'Appelle (Mme Strum) a formulées à la Chambre, l'article, intitulé "L'augmentation des prix et l'initiative privée" ajoute :

L'abandon des régies a rendu aux directeurs d'entreprises la maîtrise de l'appareil économique du pays.

Non à la population, mais aux directeurs d'entreprises.

Sous réserve du droit que conserve le Gouvernement de revenir à la réglementation des prix en cas d'exploitation de la population, les directeurs d'entreprises ont de nouveau l'occasion, longtemps attendue, de démontrer que l'initiative privée peut nous donner un monde meilleur que celui auquel nous pourrions nous attendre sous un régime socialiste ou communiste.

Voyons comment, suivant le *Monetary Times*, l'initiative privée atteint ce but :

Si elle veut démontrer à ses détracteurs qu'on peut lui confier la direction de notre régime économique, l'initiative privée doit d'abord mettre un frein à la spirale inflationnaire déclenchée par les plus avides et, partant, les moins prévoyants de ses partisans.

Il faut contenir la hausse des prix...

Ce sont les mêmes gens qui, il y a quelques mois, réclamaient à cor et à cri la suppression de toutes les régies. Je poursuis la citation :

...et faire comprendre au fabricant qui profite de la suppression des plafonds des prix pour vendre ses produits à des prix hors de proportion avec leur valeur, qu'il prépare inévitablement la faillite de tout le régime.

Quiconque jette un coup d'œil sur les étalages des magasins se demande si le public tolérera bien longtemps un pareil état de choses. On offre en vente à des prix excessifs des meubles de pelouse faits de quelques pièces de métal, ainsi que des chaises et des tables au double du prix d'avant-guerre, bien que ces meubles soient de qualité inférieure. Les appareils électriques et mécaniques coûtent maintenant trois fois plus cher qu'avant la guerre, bien qu'on ne puisse en espérer le tiers de la durée qu'ils avaient alors.